

Création de portefeuilles améliorés
Leçons apprises de Portefeuilles des pauvres : Comment les
pauvres de la planète survivent avec 2 dollars par jour

Financial Access Initiative

July 2009

Contributions to this research made by a member of The Financial Access Initiative.

The Financial Access Initiative is a consortium of researchers at New York University, Harvard, Yale and Innovations for Poverty Action.

NYU Wagner Graduate School
295 Lafayette Street, 2nd Floor
New York, NY 10012-9604

T: 212.998.7523
F: 212.995.4162
E: contact@financialaccess.org

www.financialaccess.org

Création de portefeuilles améliorés

Leçons apprises de Portefeuilles des pauvres : Comment les pauvres de la planète survivent avec 2 dollars par jour

Ce dossier explore les moyens d'envisager la prochaine génération de services destinés au « milliard du bas » en examinant ce qui marche ou ce qui ne marche pas pour les ménages pauvres qui essaient d'améliorer leur situation financière.

L'ouvrage intitulé Portefeuilles des pauvres : Comment les pauvres de la planète survivent avec 2 dollars par jour examine la question fondamentale de la survie des ménages les plus pauvres du monde avec des revenus aussi modestes. Les auteurs évoquent les « journaux financiers » tenus pendant un an par des villageois et des habitants de bidonvilles au Bangladesh, en Inde et en Afrique du Sud, lesquels journaux permettent de suivre, centime par centime, la manière dont ces ménages gèrent leur argent. Les histoires de ces familles sont souvent surprenantes et parfois riches d'enseignements. La plupart des ménages pauvres ne vivent pas au jour le jour et ne dépensent pas tout leur revenu à essayer désespérément de rester à flot. Au contraire, ces ménages utilisent une série d'outils étonnamment complexes et mènent une vie financière active précisément *parce qu'ils* sont pauvres, et non en dépit de leur pauvreté. Ils se créent des « portefeuilles » qui utilisent à la fois des réseaux informels et des institutions officielles pour combler leurs besoins immédiats et à long terme.

LES MÉCANISMES COMPTENT

Liquidités

Il est nécessaire de comprendre le problème de liquidité des ménages pour appréhender la vie financière des pauvres. Les ménages plus aisés gèrent leurs finances en fonction des risques et du rendement ; en revanche, les ménages pauvres s'intéressent davantage aux liquidités qu'au rendement et s'efforcent de disposer de l'argent nécessaire au moment même où ils en ont besoin. Les chiffres de 1 et 2 dollars par jour constituent des *moyennes* annuelles, qui masquent en réalité le caractère irrégulier et imprévisible des revenus et posent un problème fondamental de la pauvreté. Les pauvres sont confrontés à un « triple dilemme » : (i) leurs revenus sont généralement faibles ; (ii) ces revenus sont irréguliers et imprévisibles ; et (iii) des outils financiers sont rarement disponibles en vue de la maximisation desdits revenus.

Les chercheurs ont découvert que les très pauvres étaient exclus des services financiers lorsque les conditions du prêt étaient trop rigides et que ceux qui rejoignaient des programmes de microcrédit les quittaient plus tard, faute d'avoir pu honorer les échéances de remboursement. Un « système financier axé sur les liquidités » pourrait comporter des prêts à plus court terme et à de meilleures modalités de remboursement pouvant être extraits des liquidités normales du ménage. Il peut s'agir par exemple d'un petit prêt accordé à un vendeur de fruits et légumes connaissant des difficultés financières pour lui permettre d'acheter ses produits frais le lendemain. La souplesse des termes de remboursement est également très importante, par exemple pour les agriculteurs, lorsque les remboursements peuvent être suspendus en période creuse puis réévalués au moment des récoltes.

Emprunter pour faire face aux besoins quotidiens : l'exemple de Subir et Mumtaz, du Bangladesh

Subir et Mumtaz vivaient avec leurs cinq enfants dans un bidonville de Dhaka. Entre le revenu de conducteur de pousse-pousse de Subir, le loyer de leur locataire temporaire, le revenu d'employée de maison de Mumtaz et la paie de leurs enfants, les revenus du ménage variaient de 1,90 dollar par jour (soit 0,27 dollar par personne et par jour) à 3,15 dollars par jour (soit 0,45 dollar par personne et par jour). La famille se situait dans

la frange la plus pauvre du Bangladesh. Subir aurait pu gagner plus s'il avait été propriétaire du pousse-pousse, mais il ne demanda aucun microfinancement pour financer son activité. Les objectifs à long terme n'étaient pas la préoccupation financière principale de la famille ; le couple préférait emprunter et économiser pour combler ses besoins les plus pressants à court terme. Leur principale priorité était de nourrir leur famille chaque jour. Le couple attachait une grande importance à la souplesse et à la commodité de ses outils financiers, même si ces outils n'étaient pas toujours fiables.

Diversité des besoins de prêt

Les journaux révèlent que les ménages demandent des prêts pour moult raisons, pas seulement à des fins commerciales. De plus, les pauvres remboursent généralement leurs prêts à partir des liquidités ordinaires du ménage. Un exemple de journal, rédigé par des clients de la Banque Grameen, indique que les ménages consacrent la moitié de leurs prêts de « production » à mettre de la nourriture sur la table, à rembourser leurs dettes et à combler leurs autres besoins de consommation urgents.

Prêts pour faciliter la consommation : l'exemple de Ramna, du Bangladesh

Ramna a emprunté 83 dollars pour acheter de la nourriture en période difficile. Elle a remboursé ses traites hebdomadaires grâce à l'argent provenant du salaire de son mari, de prêts sans intérêt consentis par sa famille et ses amis et à son épargne personnelle dans le cadre du programme Grameen II. En avril 2003, elle a complété son emprunt pour acheter du grain à conserver au cours de la période de la mousson suivante. En octobre, Ramna a obtenu un nouveau prêt de 67 dollars après le décès de son beau-père. Elle a renouvelé à deux reprises son emprunt au cours de l'année du journal pour payer des frais scolaires, des réserves de grain et un traitement médical. Le montant annuel des intérêts sur ses prêts était de 20 %. Même si ces prêts n'étaient pas utilisés pour une entreprise professionnelle, Ramna ne doutait pas de leur valeur. Si elle n'avait pas eu accès aux sommes forfaitaires généralement importantes des prêts Grameen, les tâches courantes telles que l'approvisionnement en nourriture, la scolarité de ses enfants et l'achat de médicaments pour son époux malade, auraient été plus difficiles à remplir et leur coût aurait été plus prohibitif.

Dilemmes

Même dans les journaux des ménages aux revenus les plus restreints, le prix n'était pas le facteur déterminant des choix financiers des pauvres. La flexibilité demeurait prioritaire. Même en disposant d'un accès aux institutions de microfinance, certaines personnes se tournaient malgré tout vers des prêteurs, qui proposaient des termes et des prix plus flexibles. Mais au-delà du prix, les ménages pauvres sont confrontés à un dilemme entre la souplesse qu'offrent les outils de prêt financier informel et la fiabilité qui est plus courante dans les institutions formelles. Pour les pauvres, la possibilité de tout avoir, à savoir des outils financiers fiables, pratiques et abordables, ferait une grande différence. Les services bancaires qui semblent naturels aux clients des marchés financiers développés seraient très profitables aux pauvres : prêts octroyés à la date promise, au montant convenu et à un prix standard ; comptes d'épargne permettant des dépôts et des retraits pratiques ; contrats d'assurance remboursables rapidement et avec peu de marchandages lorsque le besoin s'en fait sentir.

Les prêteurs formels peuvent résoudre les dilemmes auxquels les ménages pauvres sont actuellement confrontés en proposant des produits tels que : 1) des périodes de grâce sans pénalité lorsque surviennent des problèmes de liquidité ; 2) des prêts complémentaires pouvant être actualisés selon le montant

initialement dépensé au cours de la période de remboursement pour augmenter les liquidités ; et 3) les prêts d'une durée variable, y compris les prêts d'urgence à court terme.

Le prix de la flexibilité : l'exemple de Mohammed Laiq, Inde

Au cours de l'année de recherche, Mohammed Laiq a souscrit cinq prêts avec intérêt, dont un prêt de 32 dollars auprès d'un prêteur afin de rembourser des travaux d'entretien de sa maison. Il s'agissait d'un prêt relativement important, dans la mesure où les revenus mensuels de Mohammed étaient irréguliers et légèrement supérieurs à 40 dollars. Les modalités initiales de remboursement étaient de 0,75 dollar par jour pendant 50 jours, plus un intérêt quotidien de 0,11 dollar. Cela équivaut à un taux d'intérêt annuel de 125 %. Toutefois, au lieu de respecter le calendrier de remboursement quotidien sur une période de 50 jours, Mohammed mit 330 jours à rembourser son prêt, et le remboursa en versant des sommes importantes de manière sporadique. Pourtant, il parvint à rembourser ses intérêts en 50 jours seulement, pas en 330 jours. C'est donc dire que le taux d'intérêt annuel tournait autour de 19 %. Mohammed déclara que les prêteurs ne se préoccupent guère des retards de paiement et les anticipent même, et que cette flexibilité était importante.

L'IMPORTANCE DE L'ÉPARGNE

L'épargne était courante chez les ménages tenant des journaux. Les journaux financiers indiquent que nombre de ménages ont économisé (puis dépensé) d'importantes sommes au cours de l'année, mais qu'ils ont eu du mal à économiser sur le long terme. L'épargne était trop souvent épuisée par les urgences, ou tout simplement volée si elle n'était pas conservée en lieu sûr.

Accumulation de sommes forfaitaires utiles

Pour accumuler l'épargne, les journaux financiers révèlent la manière dont les ménages pauvres se créent des mécanismes d'autodiscipline, notamment des clubs d'épargne soumis à des règles pour sécuriser leur épargne. L'analyse est conforme aux recherches en économie comportementale qui examinent les facteurs sociaux, cognitifs et émotionnels affectant les décisions économiques. Ces outils remplissent le même rôle que les transferts d'argent électroniques sur comptes d'épargne, encore appelés « ordres à seuil de déclenchement », que connaissent les ménages des pays développés. Les clubs d'épargne placent l'argent sur un compte « bloqué », où il est préservé de toute utilisation inopportune. Ces clubs sont souvent très flexibles : ils peuvent accueillir un nombre illimité de membres, acceptent des intervalles de paiement et des investissements variables. Les ménages pauvres utilisent les clubs car le montant de dépôt requis est suffisamment faible pour ne pas mettre en difficulté les revenus du ménage, mais suffisamment important pour s'accumuler jusqu'à une somme significative au fil du temps. Ces clubs présentent aussi quelques inconvénients ; ils peuvent être peu fiables lorsque tous les membres ne remboursent pas à échéance, ce qui empêche d'anticiper la date et le montant des remboursements ; ils peuvent être risqués, c'est-à-dire que les fonds conservés chez un voisin peuvent être vulnérables à la tentation ou au vol ; ils peuvent enfin être exigeants puisque certaines adhésions requièrent la participation à des réunions annuelles, ce qui impose un engagement dans le temps.

Instiller l'autodiscipline

Les ménages pauvres qui tenaient ces journaux financiers avaient trouvé un autre moyen de rassembler des sommes plus importantes : souscrire des prêts avec intérêt au lieu d'utiliser leur épargne. L'une des personnes tenant un journal justifia ainsi sa décision de faire un emprunt de 15 dollars (servi d'un intérêt mensuel de 15 %) malgré ses 55 dollars en liquide dans un compte d'épargne : « À ce taux d'intérêt, je sais que je rembourserai cet emprunt très rapidement. Si j'avais puisé dans mon épargne, il m'aurait fallu longtemps pour rétablir ce solde. » Une autre solution dans cette situation consiste à créer des produits

d'épargne ayant pour objectif spécifique d'aider les ménages pauvres à constituer (et à reconstituer) leur solde d'épargne.

Leçons tirées de Grameen II

En 2001, après un déclin de la qualité du portefeuille de prêts de la banque, Grameen transforma son modèle et créa Grameen II. L'organisation estima que la faiblesse fondamentale du modèle Grameen était sa rigidité. Entre autres exemples du caractère inflexible de ce système figurent les obstacles au redressement financier que devaient surmonter les emprunteurs lorsqu'ils manquaient à leurs obligations, l'accès limité à leur argent pour les clients disposant de comptes d'épargne et l'hypothèse que les clients souhaitaient exclusivement emprunter. Les modifications apportées aux produits de l'agence comprenaient l'assouplissement des modalités du prêt, l'établissement d'un programme d'épargne par carnet de banque ouvert, l'ajout d'un plan d'épargne bloqué et la possibilité de « rémunération supplémentaire » d'un prêt qui permettait d'actualiser les prêts à hauteur du montant initialement prêté. Ces évolutions avaient pour but de permettre aux ménages pauvres en manque de liquidités de gérer leur argent jour après jour et d'accumuler des sommes importantes sur un support d'épargne sécurisé.

Aujourd'hui, le compte d'épargne personnelle sur livret proposé par Grameen II permet aux particuliers de déposer et de retirer leur épargne à tout moment et pour n'importe quel montant. Pour bon nombre de clients tenant un journal financier, c'était la première fois qu'ils avaient accès à un compte flexible, mais fiable de ce type. Ils économisaient généralement une petite somme chaque semaine et effectuaient des retraits deux à trois fois par trimestre. Grameen facilita les dépôts en envoyant un employé dans le village chaque semaine. Les chercheurs ont observé des montants de liquidités plus importants sur les comptes sur livret de Grameen II que dans les journaux de 1999-2000, lorsque les dépôts d'épargne dans la microfinance étaient standardisés à un taux faible et qu'il était devenu bien plus difficile d'effectuer un retrait d'argent. Grameen II prouve que la mise en place de produits plus adéquats peut considérablement modifier une équation, et que l'épargne à long terme est possible chez les pauvres.

Grameen a également mis en place un plan d'épargne bloquée populaire appelé Grameen Pension Savings (Épargne de pension Grameen, ou GPS). Le programme GPS assure un bon taux d'intérêt en retour de dépôts mensuels réguliers sur une période de cinq ou dix ans. La structure du GPS offre aux clients la discipline dont ils ont besoin pour faire des dépôts réguliers et gérer leur épargne pour un usage futur. Le GPS n'a cependant de « pension » que le nom et ne se limite pas aux besoins de la retraite : beaucoup de jeunes familles considèrent ce programme comme un moyen d'épargner en vue d'effectuer des dépenses à moyen terme comme le paiement de des frais de scolarité ou le financement d'un mariage.